

et à la promotion de la femme rurale»

La probité morale et l'engagement à tous les niveaux à s'acquitter consciencieusement des missions dévolues, tel est, du reste, le credo du Pader. Les résultats, par conséquent, ne se sont pas fait attendre pour ce programme qui a investi plus de 3 milliards de nos francs dans son champ d'action. M. Souirji Abdelghani revient ici sur la mission confiée à son organisation, et les priorités accordées à la lutte contre la pauvreté, à l'écologie et à la promotion féminine dans le monde rural.

Le Pader est un programme d'action pour le développement rural juste et durable financé en majeure partie par la coopération autrichienne avec un chiffre d'affaires de 2,136 milliards de francs Cfa sur cinq ans. Une partie de cette importante somme, soit 57 mille Euros, est à mettre à l'actif de la Communauté Européenne et à l'Ong Ewa qui est une organisation autrichienne exécutant l'ensemble du programme. Le reste, l'essentiel du fonds, vient de la coopération autrichienne. L'originalité de ce programme est qu'il accorde assez d'importance aux aspects écologiques, mais aussi renforce la position de la femme. Cependant, le but essentiel reste la lutte contre la pauvreté. Dans ce dessein, nous avons installé

au niveau central un fonds de développement local qui se trouve à Thiès et qui alimente quatre fonds de développement local dont les quatre départements où nous intervenons. D'ailleurs, nous intervenons maintenant dans cinq départements à savoir Podor, Louga, Mbour, Tivaouane et Kébémér.

11 000 paysans concernés par le programme

Dans l'ensemble de ces départements, nous avons un fonds de développement local qui appuie les organisations de producteurs qui sont des coopératives agricoles. Il y en a six en tout, qui auront à la fin avril début mai, plus de 11000 membres. Cette masse

engagée et consciencieuse gravite autour des coopératives et c'est ce que nous appelons les projets spéciaux. Des projets présentés par les communautés rurales, par des regroupements villageois dans les divers domaines de la santé, de l'allègement des travaux de la femme (moulins à mil, décortiqueuses, ouvrages hydrauliques, reboisement, etc.). Il y a également tout ce qui concerne la lutte et la protection de l'environnement, la lutte contre l'érosion ; autant d'actions rentrant dans le cadre des projets spéciaux. Pour nous, ce sont des financements qui touchent une population, une communauté alors que les coopératives s'occupent du crédit et des affaires individuelles.

Amélioration génétique bovine et ovine

C'est la grande différence entre les deux systèmes. L'enveloppe utilisée est à l'ordre de 2,136 milliards de francs Cfa pour des activités fondamentalement liées à l'agriculture à la fois pluviale et

irriguée, l'élevage, avec l'amélioration génétique bovine, ovine, mais aussi la volaille. Nous appuyons également la transformation du poisson. C'est ainsi que dans le département de Mbour, nous avons réalisé des infrastructures pour les femmes formatrices des produits halieutiques, afin qu'elles puissent dans de meilleures conditions mener toutes les activités de transformation et de commercialisation de ces produits-là. Les résultats obtenus à tous les niveaux sont à la mesure des espoirs que nos partenaires bénéficiaires ont placés aux projets. Cela, est d'autant plus vrai qu'il est aujourd'hui constaté une appropriation de ces projets par les populations qui sont elles-mêmes responsabilisées dans la gestion. Les taux de remboursement sont extraordinaires en plus qu'ils traduisent de la volonté des membres des coopératives, des mutuelles et autres bénéficiaires des projets spéciaux à sauvegarder l'intérêt général. Cette prise de conscience et ce souci de sauvegarder les acquis se traduisent par ailleurs par l'accroissement

progressif des disponibilités financières. Si ce ne sont pas les fonds de roulement qui s'accroissent tout le temps, c'est l'épargne des membres qui connaît une constante hausse, venant s'ajouter aux fonds mis en place par la coopération autrichienne, l'Union Européenne et nous-mêmes.

De bonnes perspectives à l'horizon

Nous allons bientôt terminer la phase 2001/2005 et allons entamer en janvier 2006 la seconde phase qui va s'étaler de 2006 à 2010 et qui va vraisemblablement se décomposer en 2006/2008 et une dernière phase de deux ans 2008/2010 pour assurer le désengagement progressif au niveau des institutions que nous avons mises en place. Mais nous espérons qu'avec l'appui du gouvernement autrichien, des coopérations autrichiennes au Sénégal, nous allons démarrer un programme à Kolda.